

« Les Villes en transition » sont des initiatives citoyennes répandues à travers le monde. Ce mouvement est un des processus mis en place face aux défis environnementaux, sociaux et économiques actuels, locaux et globaux. Les principaux objectifs des « Villes en transition » sont de rompre la dépendance au pétrole et de limiter nos émissions de Co2. Près de chez nous, des actions sont menées à Ath, Schaerbeek ou Liège.

Quels sont les principes des « Villes en transition » ? Ces initiatives sont-elles des activités concrètes ? Ce concept est-il toujours valable par rapport aux nouvelles possibilités énergétiques ? L'éducation permanente peut-elle se sentir concernée par ce mouvement ?

Quelques grands défis actuels Les initiatives des « Villes en transition » sont nées en réaction à une double alerte : une pénurie du pétrole d'une part, le réchauffement climatique de l'autre. La fin d'un pétrole abondant et peu cher se profile. Or, nos sociétés occidentales sont dépendantes de cette ressource fossile. Pour citer quelques exemples, nous en sommes dépendants pour l'approvisionnement de nos villes en nourriture par camions, pour l'import-export, pour l'agriculture, pour nos voitures. Nous serions à l'aube d'une crise énergétique, en tous cas en ce qui concerne le pétrole, puisque d'autres ressources pourraient être utilisées, comme il en est question avec le pétrole de schiste. Un grand défi est donc d'être indépendant du pétrole, et d'autres ressources fossiles qui impliquent des dégradations de l'environnement. Le mouvement de Transition est aussi un ensemble de réponses à la question du réchauffement climatique. Le réchauffement de la planète entraînera entre autres toujours plus de catastrophes naturelles, une montée des eaux, obligeant certaines populations à migrer. Si nous souhaitons limiter ce réchauffement à deux degrés d'ici 2100, nous devrions diminuer de 50 % nos émissions de Co2 à l'échelle de la planète. Un autre grand challenge, auquel ne se réfère pas la démarche de « Villes en transition », est celui de l'urbanisation du monde. Actuellement, à l'échelle mondiale, une personne sur deux habite dans une ville. En 2050, selon les Nations Unies, 70 % des habitants de la planète seront des urbains. Ceux-ci doivent pouvoir vivre dans de bonnes conditions, en limitant leur impact sur l'environnement. Deux grands principes du mouvement de Transition Pour faire face à ces grands défis, voici deux grands principes proposés par les groupes de « Villes en transition » : la résilience et une vision positive de l'avenir. La résilience est présentée au sein du mouvement de Transition comme la capacité de nos communautés humaines à s'adapter à des chocs extérieurs, à absorber un changement imposé. C'est l'aptitude à se réorganiser en intégrant un bouleversement, sans perdre l'essentiel de son fonctionnement, de son identité, de sa structure. Les chocs auxquels se réfèrent les « transitionnaires » sont le pic pétrolier et le réchauffement climatique. La résilience peut être possible grâce à une diversité au sein des communautés humaines, des activités de production, des institutions, et repose également sur une multiplicité des fonctions de ces communautés. Par exemple, en ne concentrant pas

l'activité professionnelle des habitants d'une région autour uniquement de la production de service. Ce qui voudrait dire pour Bruxelles, entre autres projets, intensifier les petites activités agricoles présentes dans les jardins collectifs et l'étendre aux toits des immeubles, dans les parcs publics, sur les terrains vagues... La diversité, c'est aussi considérer les pluralités des solutions qui peuvent être mises en place en fonction des groupes humains. Un autre aspect important de cette résilience est la collaboration entre les groupes ou les liens interpersonnels. Il s'agit d'intensifier la logique de réseaux afin d'échanger des informations ou de renforcer des compétences, sans créer de dépendances. Il s'agit aussi de pouvoir prendre en compte et réagir aux situations vécues par d'autres groupes. La vision positive de l'avenir est très importante dans la démarche des groupes qui se lancent dans des initiatives de transition. Les menaces qui pèsent sur notre futur, telles que le réchauffement climatique, le pic pétrolier, une urbanisation du monde chaotique, sont lourdes à affronter. Or, pour dépasser le sentiment d'impuissance, le mouvement de Transition souhaite inviter les citoyens à s'engager, non pas sur la peur, mais sur une vision du monde encourageante : de bonnes conditions de vie, un confort pour toutes et tous grâce à une harmonie avec la nature, la coopération au lieu de la compétition, plus de communication. Pour ancrer cela dans le quotidien, les groupes de transition planifient des actions concrètes avec des résultats palpables, à leur échelle. Ils construisent ensemble des projets crédibles et des solutions appropriées à leur réalité. Concrètement, ça donne quoi ? En 2006, le premier groupe de transition naît à Totnes en Grande-Bretagne. Aujourd'hui, il en existe dans plus de 250 régions du monde : dans le Hainaut, dans le Massachusset, dans la province d'Anvers ou du Mpumalanga. La transition a entre autres pris, à Totnes, la forme de la création d'une monnaie locale en complémentarité avec la Livre sterling. Cette initiative n'est pas isolée, on trouve des monnaies locales aux Etats-Unis, en Suisse ou encore en Allemagne. Ce type de monnaie est utilisé dans les échanges de biens et de services. Elle permet de relocaliser l'économie et ainsi d'être moins dépendant du pétrole. En Belgique, les groupes d'achats communs ou solidaires (GAC et GAS) sont nombreux. Ces citoyens-consommateurs s'associent pour s'approvisionner en fruits, légumes, pain, miel auprès de producteurs locaux. Ce critère « local » pour le choix d'un producteur est très important car il garantit un circuit d'approvisionnement court. Ils se réunissent régulièrement afin d'établir les commandes, les réceptionner ou les redistribuer. Il n'y a donc pas d'intermédiaire entre ces groupes et les producteurs, agriculteurs, maraîchers, apiculteurs. ^[1]Pour connaître un groupe près de chez vous, vous pouvez contacter l'association Nature et Progrès www.natpro.be Une rencontre régionale a été organisée récemment à Ath sur les initiatives de transition à La Louvière, Mons, La Pevèle, Tournai et à Ath même. A la Louvière sont organisés, par exemple, des ateliers d'échange de savoir sur l'éco-construction ou l'isolation naturelle. Á Mons, on planche sur deux projets d'habitat groupé. En novembre dernier, « Ath en transition » organisait un ciné-débat autour du film

« [Le Pouvoir de la Communauté, comment Cuba a survécu au pic pétrolier](#) »... Et ce ne sont que quelques exemples de ce qui se passe en Belgique autour du concept de « Villes en transition ». ^[2]Un site internet rassemble les informations pour la Belgique : www.entransition.be De toutes ces initiatives, deux éléments ressortent : la relocalisation des activités et le renforcement des liens constitutifs de la cohésion sociale. Prendre le cap que proposent les Villes en transition, cela peut vouloir dire aussi créer de l'emploi localement et renforcer la solidarité, même si ce ne sont pas leurs objectifs premiers. Le mouvement doit-il s'actualiser ? Aujourd'hui de nouveaux gisements de pétrole sont découverts au large du Brésil, en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est. En outre, l'extraction du pétrole de schiste est une nouvelle voie dans laquelle certaines industries s'engagent, même si pour l'instant ceci pose débat, tant outre Atlantique que récemment en France. Si le mouvement des « Villes en transition » ne clame pas la fin du pétrole, mais bien « la fin du pétrole en abondance et peu cher », doit-il toujours agir en prévoyance d'une pénurie de pétrole ? Ne devrait-il pas se repositionner afin de rester pertinent ? Une piste serait de se positionner par rapport aux risques d'une intensification de l'extraction d'énergies fossiles en général. Ces risques sont notamment environnementaux ou sociaux : pollution des nappes phréatiques, accaparement des terres. En ce qui concerne l'extraction du gaz et du pétrole de schiste, on parle aussi de risques sismiques. Villes en transition et éducation permanente Le mouvement des « Villes en transition » utilise une démarche ascendante : les initiatives partent de la base, des citoyens. Ces initiateurs sont responsables du cheminement de leur projet. Ces activités peuvent être ensuite soutenues par les autorités locales pour aller plus loin. Cette façon de procéder est donc tout à fait en adéquation avec la démarche d'éducation permanente qui se base sur des impulsions citoyennes pour construire des projets d'émancipation. Afin de construire le passage de notre monde de compétition à un monde de coopération, il y a donc d'intéressantes collaborations à envisager entre le secteur de l'éducation permanente et le mouvement des « Villes en transition ». *Amandine Kech*

Documents joints

[Les « Villes en transition » : face aux crises, la puissance de la vision positive !](#)

Notes

Notes

↑ 1 Pour connaître un groupe près de chez vous, vous pouvez contacter l'association Nature et Progrès www.natpro.be

↑ 2 Un site internet rassemble les informations pour la Belgique : www.entransition.be